

DEPARTEMENT DE LA LOIRE  
ARRONDISSEMENT DE MONTBRISON  
COMMUNE DE MARINGES

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE 2024/08

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE  
VOIE COMMUNALE N°49 « RUE DU MEUNIER»

**LE MAIRE**

**Vu** le code de la route,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

**Vu** la demande en date du 5 avril 2024 par laquelle M. Camille TRAPEAUX représentant l'entreprise ENEDIS

Demeurant 42 rue de la Tour \_ 42 000 SAINT-ETIENNE

Demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public concernant le branchement souterrain au réseau électrique pour alimenter 2 maisons neuves sur la voie communale n°49 au « 42 et 44 rue du Meunier ».

**ARRETE :**

Article 1er – Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public en l'occurrence la voie communale n°49 au « 42 et 44 rue du Meunier ».

**du 13 mai au 25 mai 2024 inclus,**

pour exécuter les travaux énoncés dans sa demande : Branchement souterrain au réseau électrique de 2 maisons neuves ; à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants

Article 2 : Les conditions de la réglementation de la circulation, au droit du chantier, seront conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – huitième partie – signalisation temporaire).

Article 3 : Nature des ouvrages

La signalisation sera installée par l'entreprise CITEOS chargée des travaux et sous sa responsabilité.

L'entreprise CITEOS devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains, des piétons, des automobilistes.

Article 5 : Dès la fin du chantier, l'entreprise CITEOS évacuera tous les décombres et remettra la voie publique dans son état initial. En cas de détérioration ou de

dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du bénéficiaire cité en article 1.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à  
Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de CHAZELLES SUR LYON  
Monsieur TRAPEAUX Camille de l'entreprise ENEDIS  
Chargés, chacun en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à MARINGES,  
Le 10 avril 2024

Le Maire,  
François DUMONT

